

# **Rapport d'activité de la plate-forme nationale des Sans-Papiers et de son Kerngruppe 2020**

## ***Préambule***

Les activités de la plate-forme ont bien sûr été impactées par la crise du coronavirus, d'autant plus que les personnes que nous défendons étaient particulièrement concernées par l'arrêt brutal des activités économiques. Personnel de maison, dans la restauration, sur les chantiers. Licenciés ou priés de ne pas venir travailler du jour au lendemain, sans qu'un revenu ou une aide leur soit garantis.

Plus de la moitié des personnes faisant la queue à Genève pour de l'aide alimentaire était composée de sans-papiers d'après une étude des HUG. Cette proportion devait être la même dans les villes où on a vu le même phénomène. Après l'aide alimentaire, le problème du logement a fait rapidement partie des urgences. Avec des menaces d'expulsions avec là aussi pas d'aide de la part de pouvoirs publics qui puissent les aider. Enfin l'accès au vaccin a également été un sujet pour cette population qui n'ose pas se rendre dans les structures de santé de peur d'être dénoncée.

## ***Travail de lobby de la plate-forme***

Au début de l'année 2020, notre plate-forme a réagi rapidement et a fait passer à la commission des institutions politiques<sup>1</sup> le fait que la perte d'emploi à cause du covid n'entre pas en ligne de compte lors de l'évaluation d'une régularisation en cours pour une personne sans-papiers ou pour celles ayant à peine obtenu un permis B. Et ce, tout le temps que durera la crise du COVID. Le SEM a émis des recommandations en ce sens auprès des administrations concernées.

Concernant le COVID et l'accès aux soins et au vaccin, nous avons envoyé une lettre à l'Office Fédérale de la Santé pour exprimer nos craintes et nos demandes quant à l'accès des sans-papiers aux structures de santé. La réponse était axée sur leur collaboration avec la plate-forme nationale pour les soins de santé des sans-papiers. Nous avons décidé que cette autre plate-forme était effectivement mieux placée pour s'occuper de ce problème spécifique.

Une action importante de la plate-forme dans la première moitié de 2020 a été de « profiter » de la lumière mise sur les situations dramatiques des personnes faisant la file pour de la nourriture. Nous avons ainsi édicté des revendications autour de 3 axes : régularisation, aide directe pendant et au-delà la crise (fonds spéciaux), des moyens sûrs d'existence pour toutes et tous. Ce papier a été médiatisé et nous avons pu obtenir des articles dans la presse romande et alémanique avec des témoignages de personnes concernées que nous avons trouvées et accompagnées pour les interviews.

Au Parlement, lors de la session de juin 2020, une minorité a demandé 10 millions pour venir en aide aux associations qui s'occupent des personnes les plus précaires dont les sans-papiers. Amendement refusé. Par la suite une motion a été déposée au

---

<sup>1</sup> À travers ada marra qui siège dans la commission

Conseil des Etats par Elisabeth Baume-Schneider qui demande un fonds en temps de crise. Le traitement de cette motion a été reportée deux fois par manque de temps.

Concernant la réponse au postulat 18.3381 «Gesamthafte Prüfung der Problematik der Sans-Papiers», le Conseil Fédéral a publié son rapport le 18 décembre ( !) 2020. Il nous était donc impossible de réagir avant les Fêtes de Noël. Il a donc été décidé de travailler sur une prise de position en 2021 servant au traitement de ce rapport dans la commission des institutions politiques. D'autant plus que le contenu du rapport était décevant et nécessitait une réponse circonstanciée.

### **Activités internes de la plate-forme**

3 chantiers ont été mis en route :

- 1) Il a été décidé d'établir une sorte de monitoring des pratiques cantonales dans les divers domaines ayant trait aux sans-papiers. Les membres de la plate-forme ont été sollicités par un questionnaire
- 2) Les informations concernant le nombre et le traitement des cas de rigueur par les cantons a également été un sujet pour la plate-forme. L'enjeu est de documenter là aussi la disparité de traitement mais aussi l'interprétation des critères des cas de rigueur. Après une première tentative infructueuse auprès des cantons en 2020, l'actions sera réactivée en 2021.
- 3) Un groupe de travail sur les personnes provenant de Mongolie a été mis en place, pour mieux comprendre les besoins de cette communauté en Suisse depuis quelques années et dont on sait peu de choses.

### **Organisation et structures de la plate-forme**

Un poste de lobbyiste et de chargé de communication a été créée dans un premier temps pour 6 mois avec les fonds disponibles de la plate-forme. Nicola Goepfert, actif dans le domaine des sans-papiers à Bâle-Ville notamment, a été engagé. Le poste a pu être renouvelé 6 mois.

2020 a marqué également le départ de la co-présidente alémanique Mattea Meyer appelée à d'autres tâches et au renouvellement du Kerngruppe comme le demande les nouveaux statuts de la plate-forme. Céline Widmer, conseillère nationale PS de Zurich et membre de la spk a été élue nouvelle co-présidente. Marianne Halle du CCSI de Genève ainsi que Bea Schwager du Sans-papiers Anlaufstelle Zürich ont souhaité passer leur tour pour 2021. Ainsi, Marie Saulner Bloch d'UNIA et Karin Jenni du Berner Beratungsstelle für Sans-Papiers ont rejoint l'équipe en place. Olivia Payo de l'EPER a également laissé sa place à sa collègue Nina Vladovic et Jelena Lubina du Beratungstelle de Luzern à Barbara Hosch.

Je remercie chacun.e des membres de la plate-forme pour son travail engagé et intense en cette année 2020. Je remercie tout particulièrement les membres du Kerngruppe sortant, nouveau ou restant : Guadalupe Dejudicibus CSP Vaud, Marie Saulnier Bloch d'Unia, Barbara Hosch et Jelena Lubina du Beratungstelle sans-papiers

Luzern, Marianne Halle CCSI Genève, Olivier Payo Heks, Nina Vladovic Heks, Karin Jenni Beratingstelle Bern, Widmer Céline, Mattea Meyer et Nicola Goepfert .

Nous sommes toutes et tous prêts pour affronter 2021 et nous revpir physiquement et non plus par videoconférence !

Lausanne, le 27 juin 2021

Ada Marra, co-présidente